

ÉCOLES D'ARCHITECTURE

Responsable d'établissement : pour ne rien oublier

Le contrat

Dans le cadre de leurs cours, les enseignants de votre établissement peuvent être amenés à réaliser des photocopies de publications pour les diffuser à leurs étudiants.

- **La signature du contrat**

Afin de leur permettre de travailler dans le respect du droit d'auteur, votre école a signé un contrat avec le CFC, la société chargée de gérer les droits de copie pour le compte des auteurs et des éditeurs en France.

Pour tout renseignement sur ce contrat, vous pouvez le télécharger ou contacter nos services au 01 44 07 03 96.

- **Les conditions et les limites de l'autorisation**

Il vous revient d'informer régulièrement les enseignants des conditions et limites du contrat (copie uniquement d'extraits, indication des sources des œuvres copiées), par tous les moyens que vous jugerez utiles.

Le fait d'apposer l'affiche du CFC à proximité des photocopieurs en libre-service vous permet de bénéficier pleinement de la garantie accordée par le contrat dans l'éventualité du non-respect des conditions et limites par les utilisateurs de ces copieurs (enseignants et étudiants).

La redevance à payer

Pour rémunérer les auteurs et les éditeurs des publications photocopées, votre établissement verse au CFC une redevance annuelle établie sur la base d'un prix par étudiant.

- **La déclaration du nombre d'étudiants**

Chaque année, vous devez procéder à la déclaration de vos effectifs inscrits en complétant la fiche déclarative adressée par le CFC.

- **L'établissement de la facture**

À réception de votre déclaration, le CFC calcule la redevance annuelle due, puis vous adresse la facture correspondante.

Les déclarations de photocopies de publications

Le CFC reverse les redevances perçues aux auteurs et aux éditeurs dont les publications ont été effectivement photocopiées.

C'est pourquoi le contrat prévoit que votre établissement mette en place un dispositif permettant d'identifier les publications photocopiées par les enseignants.

Il s'agit de demander aux enseignants de déclarer, de façon anonyme, les références des œuvres dont ils reproduisent des extraits pour leurs étudiants.

À cet effet, le CFC vous propose des formulaires types qui peuvent être adaptés au fonctionnement de votre établissement, ainsi que différents documents de communication à remettre aux enseignants.

En tant que responsable d'établissement, il vous revient d'informer les enseignants de la nécessité d'effectuer ces déclarations. Une sensibilisation régulière est essentielle pour assurer le bon fonctionnement de ce dispositif, notamment à l'occasion de la rentrée universitaire.